

CAP FINISTÈRE

PENN AR BED



Dispensé de timbrage BREST CTC

Un nouveau modèle à inventer

Le premier, porte-parole du Parti Socialiste, fut l'un des créateurs du NPS (Nouveau Parti Socialiste), le deuxième est un des plus proches collaborateurs de Laurent Fabius et le troisième, responsable national du PS aux études, est un proche de Dominique Strauss-Kahn.

Le 15 septembre, ces trois jeunes dirigeants du Parti Socialiste, Benoît Hamon, Guillaume Bachelay et Laurent Baumel, ont débattu pendant plus de deux heures devant les adhérents de la fédération du Finistère, au centre des congrès de Mescoat à Landerneau, pour présenter leur vision du socialisme et mettre en évidence les points de désaccords selon la demande formulée par le premier secrétaire Jean-Jacques Urvoas.

Les participants à la sixième Université Fédérale de Rentrée n'ont pas assisté à

une joute mais plutôt à une confrontation de points de vue laissant apparaître bien plus de convergences que de divergences.

Le constat est unanime : le Parti Socialiste a besoin de changer profondément car il vient de connaître sa troisième défaite d'affilée. Or, toutes les conditions d'une victoire étaient réunies. "Dans toutes les enquêtes d'opinions, les Français plaçaient en tête de leurs préoccupations le pouvoir d'achat, les retraites, les services publics et la protection sociale", a rappelé Benoît Hamon. "C'est pourtant sur ces thématiques que nous sommes les plus légitimes". Le pouvoir venait de subir trois crises : les banlieues, le CPE et Clearstream. Après 10 ans de Chiracisme, la gauche devait l'emporter.

Et pourtant, les socialistes n'ont pas su contrer le discours de Nicolas Sarkozy qui promettait de gagner plus aux salariés qui travailleraient plus. "Il aurait pourtant été facile de démonter cet

SUITE PAGE 2

CAP FINISTÈRE
26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER
DÉPOSÉ LE 20/09/2007



Les spécificités bretonnes

Les socialistes finistériens seraient-ils devenus à ce point orgueilleux qu'ils pensent pouvoir servir de modèle aux autres socialistes français ? Certainement pas.

Les 200 adhérents qui ont participé à la sixième Université Fédérale de Rentrée n'étaient pas venus à Landerneau pour donner des leçons mais pour tenter de comprendre pourquoi et comment leur région, longtemps dominée par la droite, vote désormais régulièrement à gauche. "Nous sommes là pour faire vraiment de la politique", a indiqué Jean-Jacques Urvoas, en préambule de cette journée, "pour donner du sens à l'avenir".

La Bretagne est depuis quelques années plus à gauche que la France. Ségolène Royal y recueillait 28,14 % des voix au pre-

mier tour contre 25,8 % au niveau national. Au soir du 6 mai, la Bretagne était la troisième région la plus à gauche de France.

L'abstention n'est que de 32 % en Bretagne lorsqu'elle atteint 40 voire 45 % dans d'autres régions. 11 % des Français ne se sont jamais inscrits sur les listes électorales. En Bretagne ils ne sont que 7 %.



Jean-Luc Richard

Comment expliquer cette spécificité ? "Nous avons la seule union régionale qui fonctionne vraiment", s'est félicité Jean-Pierre Thomassin. Et la Bretagne fait figure de pionnière puisque le BREIS date de 1973. "L'absence d'enjeu de pouvoir en son sein explique sans doute la longévité et l'efficacité

SUITE PAGE 2

EN CLAIR !

Législatives perdues.

Les maux infinis de la démocratie grecque (état inerte, surendetté, bureaucratique), la paralysie politique et l'épouvantable bilan de la droite en place devaient permettre de trancher les élections législatives. Pourtant, Le Pasok est tristement défait. C'est un nouveau pays européen que les socialistes ne dirigeront pas ! Faut-il y voir le rejet des socialistes grecs qui se seraient montrés incapables d'expliquer leurs projets, l'usure d'équipes trop longtemps près du pouvoir ? Sans doute. Mais, si le Parti Socialiste grec va devoir entamer une profonde introspection et réformer ses pratiques par trop clientélistes, redéfinir son corpus idéologique, son revers nous touche tous, socialistes européens, dont le modèle est trop souvent défait par la droite sans complexe.

Un nouveau modèle à inventer (suite)

Les socialistes doivent repenser leur doctrine car, depuis 20 ans, paralysés par les compétitions des présidentiables, ils n'affrontent pas les vraies questions

*** *argument*", a estimé Guillaume Bachelay. "D'abord, comment croire à un slogan contre le chômage qui ne concerne pas les chômeurs ? Ensuite, jamais un salarié n'a décidé de la durée de son temps de travail et enfin des heures moins chères ne peuvent favoriser les embauches".

Pour Laurent Baumel, Nicolas Sarkozy était en phase avec les demandes d'une partie de l'électorat sur la sécurité. Ensuite, les socialistes n'ont pas réussi à convaincre qu'ils étaient capables de réformer le modèle social, de répondre aux enjeux de



G. Bachelay, JJ. Urvoas, B. Hamon et L. Baumel

la mondialisation et du vieillissement de la population. Enfin, ils n'ont pas réussi à apporter une réponse convaincante sur le défi de fragmentation sociale alors que, au contraire, Nicolas Sarkozy a profité de cet éclatement. Il a joué l'affrontement social : les inclus contre les exclus, les blancs contre les immigrés. Il a désigné à chacun des boucs émissaires.

Et maintenant ? "Nous devons revenir à nos fondamentaux", plaide Benoît Hamon, et surtout ne pas céder aux sirènes de ceux qui voudraient nous faire abandonner toute ambition en matière de redistribution. "Arrêtons de nous flageller", a confirmé Guillaume Bachelay. Il convient sans doute de regarder ce que font nos camarades européens mais sans chercher un modèle. "Car, si nous regardons l'état de la social-démocratie européenne, nous nous rendons compte qu'elle n'est au pouvoir, seule, que dans trois pays et qu'elle participe à des coalitions dans neuf autres. Partout les modèles sociaux nationaux sont en crise".

Pour les trois débatteurs, les socialistes doivent repenser leur doctrine, "car, depuis 20 ans, paralysés par les compétitions des présidentiables, nous n'affrontons pas les vraies questions", a précisé Laurent Baumel. D'abord le marché. Dans la pratique, le Parti Socialiste, parti de gouvernement, n'a pas de problème avec l'économie de marché. D'ailleurs, les résultats écono-

miques des gouvernements socialistes sont meilleurs que ceux des gouvernements libéraux. "Cependant, dans les discours et dans les têtes, nous n'avons pas tous assumé cette réalité", constate Laurent Baumel. Pour Guillaume Bachelay, il s'agit au PS d'un tabou depuis le tournant de la rigueur de 1983. C'est d'ailleurs la thèse de son livre "Désert d'avenir" (encyclopédie du socialisme). Face à un marché qui veut tout dominer, il faut "laïciser le capitalisme", c'est-à-dire définir ce qui relève de la sphère marchande et ce qui doit en être exclu, comme la santé, la culture, l'éducation ou l'énergie par exemple.

La société de 2007 n'est plus celle des années 70 non plus. "Comment faisons-nous pour répondre à l'individualisation des demandes ? Sommes-nous capables de formuler un nouveau compromis social ?", a demandé Laurent Baumel. Car, "même si les statuts des salariés sont différents et que la précarité progresse, le rôle du PS est de répondre à une demande sociale identique sur le pouvoir d'achat, la santé, l'éducation, les retraites ou le logement", a renchéri Benoît Hamon pour qui "la question centrale reste la part des salaires dans le revenu des ménages".

La tâche ne sera pas facile. "Historiquement, les socialistes ont toujours été confrontés à ce rapport compliqué entre individu et collectif", a reconnu Laurent Baumel. Le Parti Socialiste doit donc, à la fois, poursuivre son combat pour l'émancipation des personnes et apporter des réponses collectives mais en individualisant les modalités d'actions politique. "Par exemple, en confortant le système de retraites par répartition mais en intégrant la pénibilité du travail".

A Landerneau, les trois intervenants ont jeté les bases du débat : aux adhérents, maintenant, de s'en emparer et de le poursuivre...



200 socialistes font de la politique à Landerneau

Les spécificités bretonnes (suite)



Comprendre les spécificités bretonnes

*** *de cette structure*", a estimé le maire de Landerneau.

Mais le BREIS n'explique pas tout. Sans vouloir être désobligeant vis-à-vis d'autres fédérations, les adhérents qui ont pu militer ailleurs en France ont pu constater que, dans le Finistère et en Bretagne, le Parti Socialiste est composé de militants et non de porteurs de cartes.

Le sociologue, Jean-Luc Richard, guilérien d'origine, mais élu dans la région parisienne, a souvent pu constater l'originalité bretonne. Dans les années 90, il avait travaillé sur le Front national dans

Le lien social est plus fort qu'ailleurs

le Finistère "afin de comprendre pourquoi certains électeurs votaient pour Jean-Marie Le Pen mais aussi, et peut-être surtout, pourquoi leurs voisins, vivant dans les mêmes conditions ne votaient pas pour lui". A partir de cette

étude sur une région assez massivement rétive aux thèses de l'extrême droite, il a pu mettre en évidence certaines spécificités bretonnes. Pour lui, le vote Sarkozy est avant tout un vote individualiste. Or, en Bretagne, le lien social demeure plus fort grâce à l'encadrement politique, associatif, syndical ou religieux. "Ici, les élus ne sont pas clientélistes". "Les Bretons, conscients de leurs handicaps liés à leur position excentrée savent bien qu'ils doivent se serrer les coudes", explique le sociologue. "Ce n'est pas un hasard si le taux de réussite au Bac est le premier de France. Les élus investissent plus qu'ailleurs dans l'éducation". Autre caractéristique bretonne : les divorces avec jeunes enfants sont moins nombreux que dans le reste de la France.

Les socialistes bretons ne veulent pas imposer leur modèle. Cependant, compte tenu des scores que leurs candidats réalisent, ils entendent bien, à l'occasion du prochain congrès, demander à leurs camarades de tourner leurs regards vers l'ouest.

Le MJS comme exemple ?

Première organisation politique de jeunes dans le Finistère, le Mouvement des Jeunes Socialistes (MJS) entame la rentrée sur les chapeaux de roues avec un nouvel animateur fédéral à sa tête.

Installé dans l'est de la France pour des raisons professionnelles, Alan Pelletier est remplacé par Sylvain Dubreuil. A peine élu, ce militant brestois a déjà du pain sur la planche.

"Les groupes de Brest et de Concarneau qui comptent plusieurs nouveaux adhérents ont déjà tenu leurs premières réunions. Celui de Quimper va le faire prochainement mais, surtout, nous installons ces jours-ci un nouveau groupe à Landerneau", se félicite le nouvel animateur fédéral.

Premier objectif pour les jeunes socialistes du Finistère : rédiger puis diffuser leur journal, LEFT (Liberté, égalité, fraternité, tolérance). "Auparavant, il s'agissait de notre bulletin interne, mais nous avons décidé d'augmenter son tirage pour toucher plus de monde", explique Sylvain Dubreuil.



Sylvain Dubreuil, au centre, en compagnie de jeunes socialistes

Dans ce numéro de rentrée, l'accent sera mis sur les lois votées cet été, et en particulier celle sur l'autonomie des universités.

En même temps, les nouveaux adhérents seront accueillis et formés. L'aspect formation est d'autant plus important cette année que le MJS tiendra son congrès les 5, 6 et 7 novembre à Bordeaux. Mais tous les

socialistes devraient regarder de près la manière dont s'organisent les débats au sein du MJS : dans son discours de La Rochelle, François Hollande a en effet proposé d'imiter la démarche des jeunes socialistes : au lieu de proposer plusieurs textes au vote des adhérents, ils n'en proposent qu'un, soumis à des amendements.

LIBREMENT DIT... LIBREMENT DIT... LIBREMENT DIT... LIBREMENT



Prisons : un effet d'annonce

Avec
Gilbert Thomas

A quoi servira le contrôleur général des lieux de privation de liberté que souhaite instaurer la garde des Sceaux ? A pas grand-chose estime Gilbert Thomas, responsable de l'UFAP-UNSA à la maison d'arrêt de Brest.

Cap Finistère : Qu'attendez-vous d'un contrôleur général des lieux de privation de liberté ?

Gilbert Thomas : Pas grand-chose. On sait déjà qu'il n'aura pas les moyens financiers de changer la donne dans les prisons. Nous avons encore en mémoire les discours qui ont suivi la publication du livre du docteur Vasseur en 2002. Les commissions parlementaires ont pu visiter les prisons. Mais nous n'avons constaté aucune amélioration. Il s'agit simplement d'un effet d'annonce.

Cap Finistère : Selon vous, quelles sont les mesures à prendre en priorité pour humaniser les prisons ?

Gilbert Thomas : Il est urgent d'offrir de meilleures conditions de détention et d'aller vers l'encellulement individuel. A Brest, lors des pics de surpopulation les détenus sont trois, voire quatre, dans des cellules de 9 m² avec toute la promiscuité que cela implique.

Ensuite, il faut restaurer l'ensemble du parc pénitentiaire. Des établissements ne sont plus du tout aux normes.

Enfin, les détenus doivent pouvoir purger leurs peines dans des établissements spécialisés. Beaucoup de détenus ont des problèmes psychiatriques et il faudrait séparer les primaires des récidivistes.

Il existe un projet de QCP (Quartier de courtes peines) à Brest pour les peines de 1 à 6 mois. Mais il ne sera pas opérationnel avant 2011.

Cap Finistère : Pour réduire le nombre de personnes par cellule,

il faut construire de nouveaux établissements ou favoriser les peines alternatives ?

Gilbert Thomas : Les deux. Le bracelet électronique fonctionne, il faut le développer. Arrêtons d'incarcérer pour 2 ou 3 mois. Mais, avec l'instauration des peines planchers et l'absence de la grâce présidentielle du 14 juillet, on va au contraire vers une augmentation des incarcérations.

Cap Finistère : On évoque parfois les conditions de vie des détenus mais presque jamais les conditions de travail des surveillants. Parce qu'elles sont excellentes ?

Gilbert Thomas : Non, bien sûr. Les conditions de travail des surveillants dépendent directement des conditions de vie des détenus. Le personnel est en première ligne face à des détenus de plus en plus jeunes et de plus en plus durs qui ont la haine contre l'institution. Nous subissons régulièrement des agressions verbales et, heureusement plus rarement, des agressions physiques. Nous ne sommes pas assez nombreux pour accomplir notre tâche. Il n'y a parfois qu'un surveillant pour 90 détenus. La situation dans les prisons reste explosive.

Rendez-vous

22 septembre

Début de l'appel à candidatures pour les élections cantonales.

28 septembre

Fin de l'appel à candidatures pour les élections cantonales.

29 septembre

De 9 h 00 à 12 h 30, centre Kerliver à Hanvec, Formation municipale de l'UESR sur la politique jeunesse.

30 septembre

Rencontre républicaine à Plozévet.

30 septembre

Repas républicain de la cinquième circonscription, à midi, à la salle Stéreden de Plouédern.

6 octobre

De 9 h 00 à 12 h 30, centre Kerliver à Hanvec, Formation municipale de l'UESR sur la politique culturelle.

11 octobre

A 20 h 00, au local de Châteaulin, Réunion de bilan des campagnes de 2007.

14 octobre

A partir de 12 h 00, à Moulin Mer, Repas républicain de la section de Daoulas.

S'abonner :

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

.....

Abonnement Réabonnement

Abonnement pour 1 an : 15 €
Abonnement de soutien :
à partir de 20 €

Chèque à l'ordre de :
Fédération du Finistère
du Parti Socialiste.

Annonces légales & judiciaires



AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE

APPEL D'OFFRES OUVERT (Marché de Services soumis aux dispositions des articles 33, 57 à 59

ASSURANCE RESPONSABILITÉ ET RISQUES ANNEXES

I - Identification de la personne

public : BREST MÉTROPOLÉ Océane - Direction des Marchés - 24, rue Coat-ar-Guével - BP 92242 - 29222 BREST Cedex 2 - Tél. 02 98 33 54 11 - Télécopie : 02 98 33 54 15 - e.mail : marches@brest-metropole-oceane.fr

Le représentant du Pouvoir Adjudicateur : Monsieur le Président de Brest métropole océane.

II - Caractéristiques principales : La présente consultation porte sur la souscription d'un contrat d'assurance afin de garantir Brest métropole océane contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité que celle-ci peut encourir, notamment par application des dispositions du Code Civil, du Code rural ou des règles de droit administratif ou européen ou encore à titre contractuel en raison des dommages ou préjudices à autrui.

Possibilité de variantes.
Options obligatoires décrites dans le cahier des clauses particulières :
- option 1 : assurance "Responsabilité atteintes à l'environnement"
- option 2 : assurance "Protection juridique de Brest métropole océane".

III - Renseignements d'ordres juridique, économique, financier et technique : Unité monétaire du marché : Euro.

Les prix sont révisables.
Mode de règlement retenu : virement avec paiement à 43 jours francs à compter de la réception de la facture adressée par courrier recommandé à la Collectivité.

Financement conformément aux règles de la comptabilité publique.
Financement sur fonds propres.

Le candidat devra, en application de l'article 45 du Code des Marchés Publics, produire l'ensemble des documents énumérés à l'article 6 du Règlement de Consultation.

IV - Durée du marché : - 5 ans à compter du 1^{er} janvier 2008 pour l'assurance "Responsabilité et risques annexes" ainsi que pour la garantie "Protection juridique" (option 2) et résiliables annuellement avec préavis de 6 mois.

- 1 an à compter du 1^{er} janvier 2008 pour la garantie "Responsabilité atteintes à l'environnement" (option 1) reconductible 4 fois de manière expresse.

V - Renseignements d'ordre administratif : Numéro de référence attribué au dossier par le pouvoir adjudicateur : BMO-2007-078.

"La Collectivité cessera d'expédier des dossiers de consultation 4 jours (calendaires) avant la date limite de remise des offres (en revanche, les candidats auront la possibilité de venir les retirer sur place)".

Date limite de réception des offres : 23 octobre 2007 à 12 heures.

Langue à utiliser dans l'offre : Français.
Délai minimum pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre : 240 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Modalité d'ouverture des offres : Séance non-publique.

VI - Critères qui seront utilisés lors de l'attribution du marché :

- Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères pondérés énoncés ci-dessous :

- * Nature et étendue des garanties - Qualité des clauses contractuelles : coefficient 4
- * Tarification : coefficient 3,5
- * Modalités et procédure de gestion des dossiers, et notamment des sinistres, par la compagnie et/ou son intermédiaire : coefficient 2,5.

VII - Autres informations :

Renseignements complémentaires :
- d'ordre technique :
Société PROTECTAS - M. Paul LEPINE
BP 28 - 35390 LE GRAND FOUGERAY
Tél. 02 99 08 33 40
Télécopie : 02 99 08 33 41
Courriel : protectas@protectas.fr
- d'ordre administratif : Direction des Marchés, tél. : 02 98 3 54 11.

Dossiers d'appel d'offres à demander par fax au 02 98 33 54 15 ou à retirer à l'adresse indiquée en I et disponibles à l'adresse internet : <https://www.e-megalisbretagne.org/> (Référence du marché : BMO-2007-078).

Dossiers délivrés gratuitement.
Soumissions à adresser à : Idem I.
Classification CPF des entreprises susceptibles de répondre au présent avis : 66
Classification CPV : 66337000
Catégorie de services : 6a
Code NUTS : FR
Marché couvert par l'accord sur les Marchés Publics.

Date d'envoi du présent avis adressé au J.O.U.E. : 11 septembre 2007

Instance chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Rennes, 3 Contour Motte, F-35000 Rennes. Tél. 02 23 21 28 28 - Fax 02 99 63 56 84.

Introduction des recours : Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours : conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative.

Date d'envoi du présent avis : 11 septembre 2007.

**Cabinet Joseph DRONIOU
SELARL D'AVOCATS
20, quai Commandant Malbert
29200 BREST
Tél. 02 98 80 02 64 - Fax 02 98 43 18 46**

**AMZER CONSULTING
SARL au capital de 2 000 euros
Siège social : 11, boulevard Manu Brusq
29770 AUDIERNE**

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous seings privés en date du 31 août 2007, il a été constituée une société aux caractéristiques suivantes :

Dénomination :
AMZER CONSULTING

Forme : Société à Responsabilité Limitée Unipersonnelle.

Siège social : 11, boulevard Manu Brusq - 29770 AUDIERNE.

Objet : Conseils en recrutement, services aux entreprises, traductions diverses.

Capital social : 2 000 euros

Durée : 50 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Gérant : Monsieur Philippe BABIN, demeurant à AUDIERNE (29770) - 11, boulevard Manu Brusq.

La société sera immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de QUIMPER.

Pour avis : La gérance

AVIS DE CONSTITUTION

Suivant acte sous seing privé en date à LE FAOU (29), du 11 septembre 2007, il a été constituée une société unipersonnelle à responsabilité limitée ayant les caractéristiques suivantes :

Dénomination :
JARDINAGE LOISIRS

Objet : Réparation de cycles et motos, tondeuses, motocultures, tronçonneuses, vente de cycles et motos au détail.

Siège social : Zone Artisanale de Quiella - 29590 LE FAOU.

Capital social : 7 000 euros

Durée : 50 années.

Gérant : Monsieur Stéphane JEZEGOU, demeurant 6, à la Clé des Champs à SAINT VOUGAY (29), est nommé gérant statutaire de la société sans limitation de durée.

La société sera immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de QUIMPER.

Pour avis : Le Gérant

**SELARL Marcel HASCOET
au capital de 7 624 euros
20, quai Commandant Malbert
29200 BREST
Tél. 02 98 80 02 64 - Fax 02 98 43 18 46**

**LV MOTO
SAS au capital de 176 200 euros
Siège social : 195, route de Gouesnou
29200 BREST
487 497 091 RCS BREST**

Aux termes de décisions prises le 10 septembre 2007, l'associée unique a pris acte de la démission de Monsieur Christian VIOT de ses fonctions de Président et à nommé en qualité de nouveau Président, pour une durée illimitée, Monsieur Sébastien VIOT, demeurant à PLOUGASTEL DAOULAS (29470) - 68, rue Jean-Corredont le mandat de Directeur Général prend fin.

Dépôt légal au Greffe du Tribunal de commerce de BREST.

Pour avis

Les socialistes et la nation

Dans le Finistère un blog (<http://socialistes2007.typepad.fr>) consacré à cette question est en ligne de manière à recueillir les commentaires des adhérents.

Cap Finistère - Le Breton Socialiste

26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél : 02 98 53 20 22 - Fax : 02 98 53 12 20

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Alain QUEFFLEC

RÉDACTEUR EN CHEF
Jean-Yves CABON - Tél. 02 98 43 44 39

Impression : Presses Associatives du Finistère
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST
Tél : 02 98 43 11 44 - Fax : 02 98 43 64 03
CPPAP 1207 P 11428